

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENT LAZARE TABAK SARL

264 -270 RUE DE MEAUX
93410 VAUJOURS

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0007408145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2023 dans l'établissement ETABLISSEMENT LAZARE TABAK SARL implanté 264 RUE DE MEAUX 93410 VAUJOURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite est de vérifier l'application de l'arrêté préfectoral n° 2021-2853 du 15/10/2021 encadrant les émissions sonores du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT LAZARE TABAK SARL
- 264 RUE DE MEAUX 93410 VAUJOURS
- Code AIOT : 0007408145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAZARE TABAK SARL exerce sur son site, d'une superficie de 8 500 m² environ, des activités de tri, transit de déchets métalliques (métaux ferreux et non ferreux) et de déchets dangereux (batteries). L'environnement du site est mixte, il est bordé à l'est par l'installation PLACOPLATRE et à l'ouest par un lotissement comprenant de nombreuses habitations individuelles. Les activités de tri et de stockage se déroulent sur 3 500 m², soit sous le bâtiment, pour les métaux

de valeur, soit en extérieur. Les apports de déchets sont réalisés par des entreprises spécialisées de collecte et des producteurs initiaux (entreprises de démolition, artisans, particuliers). L'exploitant a récemment mis en place un espace dédié pour le déchargement des particuliers (sous le bâtiment). Environ cinq personnes sont présentes sur le site. Les horaires d'ouverture, qui sont les suivants : 08h00 - 12h00 / 13h00 - 18h00 du lundi au vendredi, 08h00 / 12h00 le samedi.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [situation acoustique](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mesure émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mesure des émissions sonores n'a pas été réalisée. Elle devra l'être dans le mois suivant la notification de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surveillance émissions sonores
Constats : Lors de la visite du site il n'a pas été constaté d'évolution des activités sur le site. Des bâtiments type "algeco" ont été installés pour créer des bureaux le long du bâtiment abritant l'activité de tri des métaux. Des bennes ont remplacées les alvéoles en briques "lego" . La mesure acoustique demandée n'a pas été réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois